

L'ANNONCE DEVRAIT INTERVENIR APRÈS LE PROCHAIN CONSEIL DES MINISTRES

Retraites : du nouveau en novembre

La revalorisation des pensions de retraite, telle que décidée lors de la dernière tripartite, interviendra avant la fin du mois en cours, soutiennent des sources proches du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Lors de l'entrevue qu'ont eue Sidi-Saïd et Tayeb Louh lundi dernier, au siège, il était question d'harmoniser les points de vue des différentes parties siégeant au sein du groupe de travail.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Installés au lendemain de la dernière tripartite, les trois groupes de travail, pour l'examen des dossiers relatifs au pacte économique et social, aux pensions de retraite et aux incidences qui naîtraient de l'abrogation de l'article 87 bis ont officiellement entamé leurs travaux.

Selon des sources sûres, le premier groupe de travail appelé à remettre ses conclusions est celui en charge de la question des retraites.

A ce propos, nos sources indiquent que le secrétaire général de l'UGTA a pesé de tout son poids auprès des différentes parties pour finaliser le dossier et remettre les recommandations avant la fin de la première décade du mois en cours.

Les mêmes sources ajoutent que «la revalorisation des pensions de retraite avoisinerait les 40%», telle que revendiquée par la Fédération nationale des tra-

vailleurs retraités (FNTR) et soutenue par le premier responsable de la Centrale syndicale. Pour rappel, Abdelmadjid Sidi-Saïd qui avait apporté son soutien aux retraités lors de leur rassemblement du 28 octobre dernier, a déclaré aux concernés : «Je viens de demander une augmentation de 40% que vous toucherez en novembre. C'est un engagement de l'UGTA.»

Pour les animateurs syndicaux de la FNTR, «les petites pensions seront valorisées à 40%, une partie des retraités sera augmentée de 35 % tandis qu'une autre bénéficiera d'une hausse de 30%, alors que le minimum sera de 15 %».

Pour rappel, les membres de la commission exécutive fédérale de la FNTR, réunis le 4 mai 2011, ont inscrit dans leur cahier de revendications, remis aux autorités concernées, la «restitution par l'Etat à la CNR des 400



Photo : Samir Sid

milliards de dinars ayant servi à financer l'ordonnance 97-13 par les propres cotisations sociales des travailleurs et des employeurs, l'exonération de l'IRG pour toutes les pensions de retraite inférieures à 40 000 DA et la réduction de cet impôt pour les pensions supérieures à ce montant, l'octroi d'une revalorisation annuelle dont le taux doit être significatif, et à deux chiffres, au regard de l'inflation qui ne cesse de réduire le niveau de vie des retraités, l'actualisa-

tion des pensions de retraite d'au moins 40%, et ce, depuis janvier 2010, au vu des augmentations de salaires attribuées, avec rappel depuis 2008, à tous les travailleurs des secteurs d'activité, le relèvement de la pension minimum de retraite qui est de 75% du SNMG, à 100 % du SNMG le relèvement de l'allocation minimum de retraite qui est de 3 500 DA à un montant de 5 000 DA, le relèvement de la majoration pour conjoint à charge, qui n'a pas varié depuis janvier 2000, à 4

000 DA, et le rétablissement de l'article 15 de la loi 83-12, dans sa mouture originale et suppression de l'article 6 bis, pour permettre aux retraités sortis dans le cadre de l'ordonnance 97-13 de bénéficier de la transformation de leurs retraites proportionnelles et sans condition d'âge, en retraite normale dès l'âge de 60 ans».

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale avait indiqué que le gouvernement préparait «une mesure exceptionnelle» pour la revalorisation des allocations et pensions de retraite ajoutant que cette mesure serait prochainement tranchée.

Cette mesure exceptionnelle «sera prise en charge par le budget de l'Etat» pour l'amélioration du pouvoir d'achat de cette catégorie.

«Si un effort de solidarité doit être fait, il s'agit d'identifier les modalités de financement», a ajouté M. Louh.

Notons que les deux autres groupes de travail, à savoir ceux relatifs au 87 bis et au pacte économique et social, doivent remettre leurs travaux au plus tard avant la fin du premier trimestre de l'année prochaine.

A. B.

APRÈS CELUI SUR LA GESTION DES ŒUVRES SOCIALES DE L'ÉDUCATION

Accord sur les postes aménagés

Le dossier des postes aménagés en attente d'un règlement a été ouvert. Les syndicats autonomes et le ministère de tutelle ont convenu de l'installation d'une commission nationale qui aura pour mission de faire des propositions.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - La commission «postes aménagés», qui devra commencer son travail dès le 10 novembre prochain, aura à proposer des alternatives aux enseignants qui ayant contracté une maladie au cours de leur parcours professionnel ne peuvent plus enseigner.

La commission devra clarifier le cadre juridique et définir les catégories pouvant bénéficier des postes aménagés. Une revendication de longue date portée par les syndicats autonomes qui tentaient depuis longtemps de trouver des solutions aux personnels de l'éducation ne pouvant plus assurer leurs fonctions suite à des maladies professionnelles.

Le règlement de ce dossier intervient après celui des œuvres sociales dont la gestion sera finalement confiée à une commission nationale. Une solution qui aura finalement fait presque l'unanimité au sein des syndicats autonomes qui avaient âprement défendu le principe de la solidarité nationale.

L'Unpef et le Cnapest se sont fermement opposés à ce que les œuvres sociales soient gérées de nouveau par des syndicats.

Ils ont fait la proposition d'«éloigner leur gestion des syndicats et de l'administration, de consacrer le principe des élections à la base, libres et transparentes et sans prévaloir l'appartenance syndicale, de prendre comme principe de base la solidarité nationale, qui ne peut être réalisée sans les commissions de wilaya et la commission nationale».

Les syndicats réaffirment «le droit aux syndicats de proposer aux commissions des programmes et projets sociaux qu'ils considèrent prioritaires, le droit de regard aux syndicats sur les P-V de délibérations, le contrôle et la surveillance étant du ressort des organismes spécialisés de l'Etat». En vue des élections, l'Unpef a institué le principe d'interdiction de participer aux élections des commissions de

gestion des œuvres sociales pour tous ses cadres, membres de bureaux de wilaya, de bureaux régionaux et du bureau national.

«L'Unpef se démarquera de toute responsabilité des fautes, conséquence d'une mauvaise gestion», précise le syndicat qui ajoute : «Nous rassurons l'ensemble des travailleurs de l'éducation affiliés ou pas à notre syndicat, que nous

sommes déterminés à faire aboutir notre projet, celui de garantir pour tous les travailleurs le droit de vote et le droit de se présenter, celui de choisir ses représentants en toute liberté.

Nous veillerons à ce que le vote se déroule dans un climat de transparence et de démocratie dans tous les établissements scolaires.»

N. I.

SECTEUR DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Les propositions de la CNAE pour sortir de la crise

Rien n'est encore réglé dans le secteur de l'éducation, ébranlé depuis la rentrée scolaire par plusieurs mouvements de protestation. L'issue de la prochaine rencontre entre la tutelle et les syndicats autonomes, du moins pour la Coordination nationale des adjoints de l'éducation (CNAE), est déterminante.

La Coordination s'attend, en effet, à ce que les propositions qu'elle vient de remettre au ministère de tutelle soient prises en considération.

En ce sens, la Coordination nationale des adjoints de l'éducation, affiliée au SNTE, compte, précise M. Fertaki, «peser de tout son poids lors du prochain round de négociations pour arracher l'ensemble des points contenus dans sa plateforme de revendications». Il s'agit, principalement, rappelons-le, de «la révision du statut particulier de la corporation à travers la classification à la catégorie 10 au lieu de 7 actuellement et le droit à la promotion»

Aussi, selon les termes du memorandum remis au ministère et dont nous détenons une copie, la CNAE suggère pour ce qui est du statut particulier de la corporation, notamment dans le chapitre «promotion et classification des adjoints de l'éducation» trois points qu'elle considère «dignes de garantir un plan de carrière équitable et juste pour les travailleurs de ce corps»

Il s'agit, en fait, lit-on dans ce document de «la classification à la catégorie 10 au lieu de 7 actuellement des adjoints de l'éducation. De la classification de l'adjoint de l'éducation principal à la catégorie 11 et enfin, le guide pédagogique à la catégorie 12».

Concernant les conditions de promotion au grade de conseiller de l'éducation, d'adjoint de l'éducation principal et de guide pédagogique, les rédacteurs du document proposent une liste de critères ayant trait, entre autres, au nombre d'années de service effectifs passées dans l'ancien poste.

Pour ce qui est du recrutement, objet, s'il en est, d'une grande controverse dans

le secteur de l'éducation, la Coordination plaide pour le changement des conditions actuelles d'accès auxdits postes. Dans ce sens, «les candidats au poste d'adjoint de l'éducation doivent être titulaires d'un bac+3 ou d'un DEA.» Sur un autre chapitre, la Coordination suggère «la révision à hauteur de 30% du salaire de base des primes accordées aux adjoints de l'éducation assurant des permanences dans les internats et à hauteur de 20% pour ceux assurant celle de la demi-pension», est-il mentionné dans ce document.

Cela étant, précise M. Fertaki, «la Coordination, qui a gelé sa dernière grève et décidé de reprendre le dialogue avec le ministère de tutelle, reste, toutefois, mobilisée et attentive aux aspirations de la base».

Ainsi donc, le sort de l'année scolaire qui a commencé dans le fracas dépendra, en grande partie, de la suite que devrait donner le ministère de l'Education nationale aux revendications des syndicats autonomes de l'éducation.

Farid Benzaïd